



**Allocution de
S.E. Dr Bandar Mohammad Hamza Al Hajjar
Président du Groupe de la Banque islamique de
développement**

**À la Cérémonie d'ouverture de la 44^{ème} Réunion annuelle
du Groupe de la Banque islamique de développement
Marrakech - Royaume du Maroc
29 rajab 1440 (5 avril 2019)**

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Louanges à Allah, et paix et prière sur le Sceau des Prophètes et Messagers, sa
Famille et ses Compagnons,

**Excellence, Monsieur Omar Kabbaj, Conseiller de S. M. le Roi Mohammed VI, souverain du Royaume du Maroc, qu'Allah le glorifie,
Excellence, Monsieur Mohamed Benchaaboun, ministre de l'Économie et des Finances, Président du Conseil des Gouverneurs,
Excellences, Gouverneurs et Gouverneurs suppléants,
Mesdames et Messieurs les membres des délégations,
Chers invités,**

Assalamou alaïkoum wa rahmatoullallahi wa barakatouhou

À l'entame de mon propos, il m'est agréable d'exprimer mes sincères remerciements et ma profonde gratitude à Sa Majesté Mohamed VI, Roi du Maroc, ainsi qu'à son gouvernement et au peuple marocain pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui caractérisent ce cher pays.

Nous apprécions vivement que Sa Majesté ait bien voulu placer nos réunions sous son haut patronage, augurant ainsi du succès de nos travaux avant même que nous les commencions.

Je remercie aussi Leurs Excellences les Gouverneurs et les Directeurs exécutifs d'avoir fait le déplacement cette année à Marrakech au Royaume du Maroc, pour participer aux travaux des réunions du Groupe de la BID, ce qui constitue un soutien aux efforts fructueux de la BID.

J'adresse également mes remerciements à nos invités représentant les banques et les institutions de développement internationales, ainsi qu'à tous nos invités venus du Royaume du Maroc et d'ailleurs.

Le Royaume du Maroc est un membre fondateur de la Banque islamique de développement et membre de toutes les entités du Groupe de la Banque islamique de développement. La coopération entre ce pays et le Groupe constitue un modèle unique. Depuis sa création, le Groupe de la BID a toujours soutenu le développement durable du Maroc à travers des activités de financement et autres. À ce jour, les approbations nettes au profit du Maroc dans ce cadre s'élèvent à 6,7 milliards de dollars des États-Unis, outre un montant de 437 millions de dollars alloué par la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE).

Nous avons enregistré des réussites dans la mise en œuvre de la première Stratégie de partenariat pays avec le Maroc pour la période 2013-2016 avec un financement de 2,77 milliards de dollars des États-Unis et un taux d'exécution de 115%. Dans le cadre de la

nouvelle approche des chaînes de valeur adoptée par la Banque, nous avons lancé la deuxième Stratégie de partenariat avec le pays pour la période 2019-2022 fondée sur cette approche. En effet, le Groupe de la BID contribuera au développement des chaînes de valeur dans les secteurs convenus où le Maroc jouit d'un avantage comparatif, entre autres, l'aquaculture qui est un secteur prometteur de réalisation d'une valeur ajoutée et de création d'emplois, en particulier pour les jeunes.

Compte tenu de l'importance stratégique de ce pays, j'y ai effectué plusieurs visites, la dernière étant celle de début mars 2019 à l'occasion de la tenue de la deuxième session du Forum sur les Partenariats public-privé et de la campagne de promotion de la 44e Réunion annuelle. Une visite qui m'a permis de faire le point sur les projets que la Banque met en œuvre et qui a donné une forte impulsion à la coopération pour un développement durable.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Notre Réunion est placée cette année sous le thème : « **La transformation : voie de réalisation des ODD dans un monde en constante mutation** ». Il s'agit en effet de changements multiples et rapides qui donnent naissance à un nouveau monde, dont les paramètres s'articulent autour de quatre situations principales :

Première situation : Des développements sans précédent dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, induits par la quatrième révolution industrielle.

Deuxième situation : Un énorme écart dans les investissements nécessaires à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, qui s'élevaient auparavant à des milliards de dollars et se chiffrent aujourd'hui en billions de dollars.

Troisième situation : Des bonds démographiques rapides dans les pays membres.

Quatrième situation : L'augmentation de la fréquence de conflits armés, de la fragilité et des problèmes environnementaux dans certains pays membres.

La question qui se pose dans ce contexte est de savoir comment la BID a réagi à ces changements.

Avant d'aborder cette question, j'aimerais tout d'abord souligner qu'au cours des quatre dernières décennies la BID a accompli des réalisations remarquables. Ma responsabilité en tant que Président de cette institution est de préserver ces acquis et de les mettre à profit pour propulser la BID à des horizons encore plus vastes en termes de

développement et d'amélioration. En même temps, je dois aider les pays membres à s'adapter positivement au monde en rapide évolution aujourd'hui.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas tirée par le capital ou les ressources naturelles, mais par l'innovation. Les pays dont le taux de croissance économique est élevé et le taux de chômage faible sont ceux qui ont su exploiter l'innovation pour maximiser la valeur ajoutée de leurs ressources naturelles et renforcer leurs avantages comparatifs. Il en va de même pour les entreprises.

Ces dernières années, certaines entreprises sont en effet devenues des sociétés gigantesques sans posséder des actifs corporels. Elles ont démarré avec peu d'actifs financiers, mais elles disposaient d'applications grâce auxquelles elles ont pu réaliser des fortunes considérables et créer des millions d'emplois à travers le monde.

C'est un fait aujourd'hui que les entrepreneurs sont à l'avant-garde du développement dans les pays avancés. Ils sont les leaders parce qu'ils ont une vision claire du monde d'aujourd'hui et du monde de demain. Grâce à cette vision, ils ont pu conquérir de nouveaux marchés et créer des milliers d'emplois.

Aujourd'hui, un article donné peut être assemblé en un seul endroit, alors que ses composants sont fabriqués dans différents endroits en fonction des avantages comparatifs de leurs zones de production.

Les innovations ont transformé la nature des emplois requis pour le nouveau monde. Dans certains pays industrialisés, de nombreux emplois ont été et seront supprimés et remplacés par des emplois renforcés par la robotique et l'Intelligence artificielle.

Nos pays membres ont connu des bonds démographiques remarquables, qui devraient porter la population de **1,7 milliard** d'habitants en **2015** à **2,2 milliards** en **2030**, dont **65%** de jeunes. Entre 2015 et 2030, environ **100 millions de jeunes** dans les **57** pays membres devraient entrer sur le marché du travail, à un moment où le chômage y est en hausse.

Le financement nécessaire à la mise en œuvre des ODD est passé de milliards de dollars à des billions de dollars. Cependant, **le financement le plus important fourni par la BID aux pays membres s'est élevé à 5 milliards de dollars des États-Unis par an, 12 milliards de dollars** si l'on inclut l'ensemble du Groupe de la BID, tandis que le financement total des banques multilatérales de développement **en 2017 était d'environ 145 milliards de dollars des États-Unis**. Toutefois, nos pays membres ont besoin d'**un billion de dollars par an** pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Heureusement, ces ressources financières existent et attendent des opportunités d'investissement. Pour les mettre à profit, la Banque islamique de développement et les pays membres doivent opérer une transformation radicale du modèle d'entreprise.

En ce qui concerne l'instabilité politique, l'insécurité et l'état de fragilité que connaissent certains pays membres, 30 conflits armés sur 50 dans le monde se sont produits dans les pays membres de la BID, entraînant de graves crises humanitaires. L'on estime que **89 millions de personnes** dans les pays membres de la BID ont besoin d'aide humanitaire, tandis que l'incidence des mouvements de réfugiés et des flux migratoires sur les pays voisins est bien connue.

C'est là l'état général d'un monde en mutation rapide, qui regorge d'opportunités prometteuses pour ceux qui savent comment et quand les saisir.

Face à ces changements rapides, le modèle de développement actuel dans certains États membres repose sur la production et l'exportation de matières premières, qui n'apportent pas de valeur ajoutée et ne créent pas d'emplois, mais exportent plutôt des emplois aux pays importateurs. De plus, les dépenses publiques et l'aide étrangère sont le moteur du développement. Dans ce contexte, le modèle d'entreprise actuel de la Banque doit être développé et actualisé pour aider les pays à progresser vers un modèle durable et inclusif.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Cela nous ramène à la question que j'ai posée au début de mon intervention, à savoir comment la BID a répondu à cette succession rapide de changements.

En fait, la BID avait le choix entre deux options :

La première option : Ignorer tous ces changements et transformations, ou en minimiser l'importance et l'impact et les considérer comme étant l'affaire des pays membres, et non celle de la BID, et maintenir le statu quo, c'est-à-dire réagir plutôt qu'anticiper les événements et proposer des solutions. **Est-ce ce que les pays membres veulent et attendent cela de leur institution, la Banque islamique de développement ?**

La réponse est : Non. Ils veulent que la BID soit proactive, rapide, flexible et innovante. C'est le souhait exprimé par la majorité des pays membres dans l'évaluation des 40 ans de la BID. Par **conséquent, nous sommes passés à la deuxième option.**

La deuxième option : Nous avons évalué les transformations en cours dans le monde. Dans les quatre situations que j'ai décrites plus tôt, en termes de taille, de tendance et d'impact sur les pays membres et sur la BID en tant que partenaire, nous en sommes

venus à comprendre les gains et les pertes liés à la fois au changement et au maintien du modèle d'entreprise de la BID.

Sur la base de cette évaluation, nous avons lancé un nouveau modèle d'entreprise conçu pour aider les pays membres à lancer ou à mettre en œuvre des programmes de **transformation de leurs économies en économies durables et inclusives, capables de créer des emplois en se concentrant sur les secteurs où ils ont un avantage comparatif, en reliant les chaînes de valeur locales et mondiales dans les domaines de la science et de l'innovation.**

Dans un tel scénario, la BID sera en mesure d'attirer des projets de grande efficacité économique et ayant un impact tangible sur le développement, ce qui lui permettra de mobiliser plus facilement les ressources financières nécessaires à ces projets qui créeront une valeur ajoutée et des emplois et transféreront les connaissances et les compétences aux pays membres. Ainsi, le rôle de la BID ira au-delà de celui d'un bailleur de fonds pour devenir celui d'un catalyseur du développement, d'un acteur dynamique des marchés et d'un facilitateur de l'investissement au service du développement.

Selon cette vision et ce nouveau modèle d'entreprise, la BID prévoit d'aider les pays à mobiliser un milliard de dollars des États-Unis pour des projets d'investissement dans cinq secteurs stratégiques à même de générer 10 millions d'emplois par an.

À cet égard, le financement islamique sera l'instrument le plus important pour alimenter ces industries. C'est là une occasion pour que les banques islamiques adoptent la FinTech, la Big Data et l'Intelligence artificielle et se repositionnent ainsi en tant qu'institutions bancaires rentables et diversifiées. Si elles ne s'adaptent pas à ces changements, elles perdront leur position face aux banques traditionnelles et aux institutions non bancaires.

La concurrence se trouve aujourd'hui dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation et de la réalisation de l'inclusivité.

Certains diront que ce ne sont que de belles paroles, de belles théories et rien de plus, mais qu'en est-il des applications et des résultats ? **La BID a-t-elle la capacité requise pour appliquer ce modèle ? Les pays membres ciblés sont-ils prêts à accepter la proposition ?**

Pour répondre à ces deux questions, permettez-moi de passer de la théorie à la pratique. Permettez-moi aussi de vous présenter seulement 3 des **40 initiatives** que nous avons mises en œuvre au cours des **deux années**. Je vous ferai également part des réactions positives à ces initiatives concrètes exprimées par certains chefs d'État, gouverneurs, ministres, jeunes hommes et femmes des pays membres et au sein des communautés musulmanes dans les pays non membres.

La première initiative : Elle s'inscrit dans le cadre du Programme de transformation économique qui vise à aider les pays membres à transformer leurs économies en économies durables et inclusives en renforçant la compétitivité dans les secteurs où ils bénéficient d'avantages comparatifs afin de diversifier et d'élargir leur base économique et de rompre le cycle de production et d'exportation des matières premières, qui n'ajoute pas de valeur et ne crée pas d'emplois, mais exporte plutôt des emplois aux pays importateurs de matières premières. Ce programme contribue à la réalisation de l'ODD **8**.

Nous avons choisi la **République du Gabon** comme pays pilote pour l'application de ce programme. Une équipe technique de la BID s'est rendue au Gabon et a rencontré un large éventail de responsables des **secteurs public et privé**. Sur la base de ces réunions et de l'enquête générale réalisée, **deux secteurs** productifs dans lesquels le Gabon possède des avantages comparatifs ont été sélectionnés : **le manganèse et le bois**. Une étude de faisabilité a été réalisée pour ces deux secteurs et a permis d'identifier les besoins en termes d'infrastructures, de capacités humaines, de services de financement, de bases de données, de technologie et d'innovation. Les principaux partenaires ont été identifiés pour cette chaîne qui sera reliée aux chaînes de valeur mondiales. La BID disposera de projets dans ces deux secteurs et commencera à mobiliser des ressources financières pour leur mise en œuvre, un processus qui devrait créer des emplois et promouvoir la croissance économique en allant progressivement de l'exportation des matières premières vers la fabrication d'alliages et de produits à valeur ajoutée.

Aujourd'hui, nous sommes sur le point de signer des conventions avec trois pays membres (Royaume du Maroc, République du Gabon, Maldives) au titre du Partenariat stratégique avec la Banque sur la base du nouveau modèle d'entreprise reposant sur les chaînes de valeur.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

J'en reviens maintenant à la question que j'ai posée plus tôt, à savoir si la BID est prête à mettre en œuvre ce programme.

La BID a déjà pris les mesures suivantes pour mettre en œuvre ce programme :
Premièrement : Création d'un fonds pour financer les études de faisabilité et les services consultatifs.

Deuxièmement : Signature d'un accord avec l'Université Duke aux États-Unis pour offrir au personnel une formation afin de renforcer leurs capacités dans le domaine des compétences liées aux chaînes de valeur

Troisièmement : Création d'un fonds pour la science, la technologie et l'innovation afin de financer les innovateurs qui contribueraient à transformer les matières premières en produits finis, à développer des processus de production et à mobiliser des ressources financières et humaines pour chaque composante des chaînes de valeur.

Quatrièmement : Lancement de la première édition du livre « Faire fonctionner les marchés au service du développement » qui présente une méthodologie technique intégrée en matière de renforcement des capacités des personnels des ministères spécialisés dans l'analyse de la compétitivité et de la transformation industrielle.

Cinquièmement : Développement du modèle des Entités supranationales islamiques régionales (RISE) en tant qu'outil pour la mobilisation des ressources du marché au profit de l'investissement dans des projets d'infrastructure industrielle hors budget public.

Sixièmement : Adoption de plusieurs politiques visant à allier rentabilité financière et impact en matière de développement dans les projets de la Banque en vue de renforcer la participation du secteur privé au financement des Objectifs de développement durable et de combler le déficit de financement, tout en allégeant la dette.

Quelles sont les réactions à ce programme au Gabon et ailleurs ?

Son Excellence le Président du Gabon s'est félicité de la nouvelle orientation de la BID et leur a personnellement promis de lever toutes les contraintes à la mise en œuvre du programme. La presse locale a salué les initiatives et les nouveaux programmes de la Banque.

Les réactions des Gouverneurs dans les Etats membres (Guinée, Niger, Indonésie, Malaisie et Afghanistan) se sont ensuite succédé. Certains parmi ces Etats préparent actuellement une conférence devant réunir les ministères, le secteur privé et les institutions de la société civile pour présenter les premiers résultats de l'étude de la Banque sur les perspectives de la compétitivité future et le nouveau modèle d'entreprise comme outil permettant à l'Etat de mener à bien le programme de développement national et de renforcer son rôle régional et international.

La deuxième initiative : Elle fait partie du Programme pour **la science et l'innovation** en tant que moteur de la croissance économique, de la création d'emplois et des solutions aux défis du développement. Ce programme répond à l'ODD 9 et est directement lié à la quatrième révolution industrielle. Ses objectifs consistent notamment à aider les pays membres à mettre en place un écosystème intégré de la science, de la technologie et de l'innovation, englobant les institutions, les politiques, les programmes, les financements et le transfert de connaissances et d'expertise.

L'innovation maximisera la valeur ajoutée des ressources naturelles, financières et humaines.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Je reviens une fois de plus sur la question de savoir si la BID est prête à assumer ce rôle.

La réponse est oui et nous avons déjà commencé la mise en œuvre effective comme suit :

Premièrement : Création de la Division de la science, de la technologie et de l'innovation.

Deuxièmement : Mise en place de la plateforme mondiale « Engage », reliant les innovateurs aux marchés, offrant des opportunités de financement et des services de mentorat et favorisant l'incubation d'idées uniques susceptibles d'être transformées en solutions de développement.

Troisièmement : Création du Fonds « Transform » sous la forme d'un fonds d'investissement waqf, avec un capital initial de 500 millions de dollars des États-Unis, dont 100 millions apportés respectivement par la BID et le FSID. Le Fonds dispose de son propre Conseil d'administration et d'un comité scientifique de haut niveau composé d'éminents chercheurs dans divers domaines du savoir. Ce Fonds fournit du capital d'amorçage aux innovateurs, aux startups et aux petites et moyennes entreprises, en mettant l'accent sur les investissements dans les cinq secteurs clés où les pays membres ont des avantages comparatifs.

Quatrièmement : Création de l'Unité de la propriété intellectuelle en coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle pour faciliter et accélérer l'enregistrement des brevets.

Cinquièmement : Lancement en décembre 2018 de nombre de plateformes de financement participatif pour soutenir des projets scientifiques, technologiques et d'innovation en ouvrant des canaux de financement pour des entrepreneurs non financés par « Transform » dans les pays abritant les bureaux régionaux de la Banque au Bangladesh, en Indonésie, au Kazakhstan, en Malaisie, au Maroc, au Niger, au Sénégal et en Turquie. En quinze jours, les plateformes avaient attiré plus de 100 000 personnes de 183 pays, ce qui dénote l'intérêt suscité par ces initiatives. Ces plateformes devraient mettre en relation les entrepreneurs, les donateurs et les chercheurs du monde entier.

Sixièmement : Lancement d'un programme de renforcement des capacités des innovateurs et organisation de la première séance de formation au profit des spécialistes dans ce domaine à Cambridge.

Septièmement : Organisation de la première conférence sur la science, la technologie et l'innovation pour honorer les innovateurs. Environ 4600 projets créatifs ont été reçus de 100 pays, dont 32 ont été retenus.

Huitièmement : Organisation de campagnes de promotion du Fonds « Transform » dans 7 pays membres pour présenter le programme, mobiliser le soutien en faveur du Fonds, identifier les partenaires et sensibiliser les décideurs des pays membres à l'ampleur et à l'orientation des changements mondiaux induits par les innovations.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

La prise de conscience que nous constatons aujourd'hui au niveau régional et international montre qu'il y a effectivement des projets et des programmes pour l'avenir. En témoigne notre participation, il y a plusieurs mois, à la **7^e session du Sommet mondial des Gouvernements** aux Émirats arabes unis. Nous percevons également cet intérêt en Arabie saoudite à travers des initiatives, menées par S.A.R le Prince héritier Mohammed bin Salman, qui cherchent à renforcer le rôle de l'entrepreneuriat et de la créativité à travers la Fondation « **Misk** », par exemple.

Nous avons noté dans ce cher pays, le Royaume du Maroc, des initiatives successives visant à encourager l'entrepreneuriat dans les technologies modernes, notamment en matière d'énergie renouvelable et d'eau. Il existe de nombreux exemples dans nos pays membres.

Ainsi, comme nous l'avons vu en République Arabe d'Égypte, le programme "Vers une société égyptienne qui apprend, pense et innove" a profité à plus de 23 millions d'enseignants et d'étudiants dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

De même, l'expérience de la Malaisie en matière d'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation dans le développement du secteur de la finance islamique et de l'industrie halal est une des plus réussies dans le monde aujourd'hui et qui peut être utilisée et transférée à nos pays membres.

Nous avons également ressenti cette prise de conscience cette année au Forum de Davos, qui a consacré ses sessions à la quatrième révolution industrielle ou l'Industrie 4.0.

À cet égard, une équipe de la BID et de l'UNESCO se prépare à se rendre en Ouzbékistan et au Mozambique pour aider les deux pays à élaborer des politiques et des programmes liés à la science et à l'innovation, et nous nous efforçons de répondre aux demandes de plusieurs autres pays membres en la matière.

Réactions des pays membres au programme

Le programme a reçu un fort soutien et des encouragements de la part de dirigeants et chefs d'État des pays membres. Je fais référence ici au message vidéo de S.E. le Président de la République du Sénégal, M. Macky Sall, diffusé lors de la conférence et dans lequel il a salué le programme et la nouvelle orientation de la BID vers la science et l'innovation, proposant d'accueillir la **2^e Conférence sur la science et l'innovation à Dakar**. D'autres pays ont également demandé d'accueillir la conférence.

Les campagnes de promotion organisées par la BID dans les 7 pays ont bénéficié du parrainage officiel du Premier ministre du pays hôte. Elle ont également vu la présence de certains gouverneurs et ministres de ces pays, dont la République du Niger et la République du Bangladesh.

Les réactions des jeunes hommes et femmes ont été très positives dans les pays membres et les communautés musulmanes dans les pays non membres sans exception. Ils ne sont pas moins intelligents que leurs homologues dans les pays industrialisés développés, mais ils ne disposent pas des outils à même de leur permettre de participer à la construction de leurs sociétés. Ils ont adressé leurs remerciements à la Banque pour cet intérêt nouveau pour la science, la technologie et l'innovation.

En conséquence, 1,8 milliard de personnes ont suivi l'actualité et les activités de la BID en 2018.

La Troisième initiative fait partie du **Programme d'autonomisation économique**, qui vise à transformer ceux qui sont en mesure de travailler de bénéficiaires d'aide en individus autonomes pour préserver leur dignité, à les intégrer dans le développement et à faire fonctionner les marchés à leur avantage par l'incubation et le partenariat. Les propriétaires de micro et petites entreprises n'ont pas les garanties requises, manquent de compétences en marketing et constituent un segment important dans tous les pays membres.

À cet égard, nous avons mis en œuvre ce programme dans deux pays, la Palestine et la Tunisie.

En Palestine, la BID a créé un fonds waqf d'investissement international pour le peuple palestinien avec un capital initial de 500 millions de dollars des États-Unis visant à employer les pauvres et les chômeurs. Environ un quart de million de familles palestiniennes devraient être autonomes au cours de la prochaine décennie grâce à ce fonds.

La BID a transformé le programme en une fondation créée en vertu d'un décret présidentiel. Le capital et les ressources du Fonds sont investis en Palestine, avec et pour les pauvres en Palestine. La BID a également contribué au capital du Fonds à hauteur de 100 millions de dollars des États-Unis, le FSID à hauteur de 50 millions de dollars et le Fonds d'investissement palestinien avec 25 millions de dollars.

Lors de ma rencontre avec le Président palestinien Mahmoud Abbas, à Amman en mars 2019, il a salué l'initiative de la BID d'institutionnaliser le programme et de créer le fonds car il créera des emplois pour les familles palestiniennes. La BID considère que faciliter l'accès des pauvres aux marchés est la meilleure solution pour lutter contre la pauvreté par le biais de partenariats avec les pauvres, l'apport de financement et le renforcement des capacités.

En Tunisie, le programme participatif d'autonomisation et d'emploi des jeunes a eu un grand impact en matière de développement par rapport aux petits investissements. Après le succès de l'expérience en Palestine et en Tunisie, la BID cherche actuellement à la reproduire dans d'autres pays membres.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Il est temps de faire passer le discours mondial sur le développement des interventions à court terme, qui s'attaquent aux symptômes immédiats, au traitement des causes profondes qui freinent la croissance durable, et ce à l'aide d'un modèle d'entreprise qui offre des solutions intégrées. Nous avons besoin d'une transformation radicale et qualitative en matière de développement pour tenir la promesse que nous avons faite de réaliser les ODD. Le financement n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour permettre aux gens de prendre l'initiative d'améliorer leur vie. **L'autonomisation, et non l'aide, est le but du financement.**

Auguste Assemblée,

Je suis optimiste et je vois se dessiner un bel avenir pour nos pays membres dans le nouveau monde. Cet optimisme découle du fait que certains de nos pays membres ont

fait de grands progrès sur la voie de la transformation. Ils ont commencé à mettre en œuvre des programmes de transformation économique avec des résultats remarquables. D'autres ont entamé le processus et réalisé des indicateurs de performance significatifs en un temps record. D'autres encore restent convaincus et désirent emboîter le pas. Le Groupe de la BID se considère comme un partenaire de tous ces groupes. Il peut contribuer à promouvoir la compétitivité, à mobiliser les ressources, à améliorer l'environnement de l'investissement, à transférer les expériences réussies et à faire fonctionner les marchés au service du développement.

**Excellences,
Auguste Assemblée,**

Avant de terminer, je voudrais réitérer mes remerciements et ma reconnaissance à Sa Majesté le Roi Mohamed VI du Maroc, que Dieu le glorifie, pour avoir accordé son haut patronage aux réunions de cette année et pour les efforts du Gouvernement de Sa Majesté qui ont contribué à la création d'un environnement de travail fructueux qui a prévalu pendant toutes nos réunions.

Je tiens également à exprimer ma gratitude au Conseil des Gouverneurs et au Conseil des Directeurs exécutifs du soutien continu qu'ils m'apportent personnellement ainsi qu'à la Direction de la BID en vue d'atteindre les objectifs pour lesquels la Banque a été créée il y a 44 ans.

Nos remerciements et notre gratitude s'adressent en outre au Gouvernement du pays hôte du siège, le Royaume d'Arabie saoudite, pour son soutien indéfectible depuis la création de la Banque islamique de développement.

Je voudrais souligner ici le soutien du pays siège, le Royaume d'Arabie saoudite, annoncé lors du Sommet arabe de Dhahran, en Arabie saoudite (Sommet d'Al Qods), qui consiste en l'allocation de 150 millions de dollars des États-Unis pour appuyer les awqaf islamiques à Al Qods, dont la gestion a été confiée à la Banque islamique de développement.

Je remercie tout particulièrement mes collaborateurs au Groupe de la BID pour les efforts qu'ils ont déployés pour la réalisation d'initiatives de qualité en un temps record, grâce auxquelles la Banque et le Groupe ont fait de grands progrès.

En outre, je remercie tous ceux qui ont contribué et travaillé jour et nuit à la gestion et à l'organisation de nos réunions avec sérieux et dévouement.

Enfin, j'ai le plaisir de lancer aujourd'hui un livre en trois langues, qui explique en détails le Programme quinquennal du Président, afin de servir de guide pour les candidats et les clients de la BID.

Qu'Allah nous guide tous vers ce qu'Il aime et agrée.

Wassalamou alaïkoum wa rahmatoullahi wa barakatouhou